



Assemblée générale

Distr. générale
5 août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 22 e) de l'ordre du jour provisoire*

Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement

Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Conformément à la résolution [78/165](#) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine dans le présent rapport la situation actuelle de la pauvreté en milieu rural et relève les lacunes et les difficultés qui entravent son élimination, en accordant une attention particulière au rôle que jouent les changements climatiques et l'action climatique à cet égard. Il en analyse les aspects économiques et socioéconomiques, met en évidence les effets que les changements climatiques ont sur elle et indique la manière dont l'action climatique peut contribuer à la combattre. Il conclut par des recommandations visant à combler les lacunes et à relever les défis liés à son élimination et à promouvoir un développement rural durable, résilient et porteur de changement.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Les progrès accomplis au titre de la réalisation de l'objectif de développement durable 1, qui consiste à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde sont insuffisants, et il en va de même pour sa première cible, qui vise à éliminer la pauvreté extrême dans le monde entier. En 2022, 712 millions de personnes vivaient dans l'extrême pauvreté dans le monde¹, et l'on prévoit qu'il y en aura encore près de 600 millions en 2030². L'extrême pauvreté est une réalité essentiellement rurale³. De multiples facteurs, tels que la reprise socioéconomique inégale après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les conflits violents, les ralentissements et fléchissements économiques et les changements climatiques, ont considérablement entravé les efforts d'élimination de la pauvreté.

2. Dans le présent rapport, le Secrétaire général examine les progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté en milieu rural au niveau mondial, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 78/165. Il analyse les aspects économiques et socioéconomiques de la pauvreté en milieu rural en termes monétaires et multidimensionnels, met en évidence les effets que les changements climatiques ont sur elle et indique la manière dont l'action climatique peut contribuer à la combattre. Il conclut par des recommandations visant à en relever les défis et à promouvoir un développement rural durable, résilient et porteur de changement.

3. Les phénomènes météorologiques extrêmes et les processus à évolution lente, tels que l'augmentation de la température, la désertification et la perte de biodiversité, touchent de manière disproportionnée les pauvres et les personnes en situation de vulnérabilité, dont beaucoup résident dans les zones rurales des pays à revenu faible et intermédiaire et dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles pour leurs moyens de subsistance⁴.

4. Non seulement les pauvres sont les plus vulnérables aux risques climatiques, mais ils supportent également de manière disproportionnée les coûts de l'adaptation et de l'atténuation. Les mesures d'adaptation impliquent des besoins en ressources et des risques que les ménages ruraux pauvres peuvent trouver particulièrement difficiles à assumer, compte tenu de leur manque d'accès au financement et à d'autres services et marchés essentiels⁵. Les politiques d'atténuation des effets des changements climatiques, notamment la suppression des subventions accordées aux combustibles fossiles et la tarification du carbone, entraînent souvent une augmentation du coût des biens essentiels, tels que la nourriture, le logement et les transports, ce qui affecte de manière disproportionnée les groupes à faible revenu, qui consacrent une part plus importante à des produits de première nécessité. En outre, les coûts d'opportunité des mesures d'atténuation, telles que la conservation des terres, tiennent compte du potentiel actuel et futur de réduction de la pauvreté par la

¹ R. Andres Castañeda Aguilar et autres, *March 2024 Update to the Poverty and Inequality Platform (PIP): What's New*, Global Poverty Monitoring Technical Note, No. 36 (Washington, D.C., Banque mondiale, 2024).

² Voir [A/79/79-E/2024/54](#).

³ Andrés Castañeda et autres, « A new profile of the global poor », *World Development*, vol. 101 (janvier 2018) ; et Shohei Nakamura, Mark Roberts et Benjamin Stewart, « Has extreme poverty been urbanized ? », blogs de la Banque mondiale (27 février 2024). **Error! Hyperlink reference not valid.**

⁴ Stéphane Hallegatte et Julie Rozenberg, « Climate change through a poverty lens », *Nature Climate Change*, vol. 7, n° 4 (avril 2017).

⁵ Nicholas J. Sitko, Antonio Scognamiglio et Giulia Malevolti, « Does receiving food aid influence the adoption of climate-adaptive agricultural practices? Evidence from Ethiopia and Malawi », *Food Policy*, vol. 102 (juillet 2021). **Error! Hyperlink reference not valid.**

croissance agricole, qui est souvent mal évalué⁶. Ces préoccupations ont débouché sur l'idée d'une transition juste⁷.

5. Sans interventions ciblées s'attaquant aux causes structurelles de la pauvreté en milieu rural, y compris celles liées aux changements climatiques, les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 resteront hors de portée. Ces causes structurelles sont parallèles à celles qui sous-tendent la dégradation de l'environnement, telles que la faiblesse de la gouvernance, l'accès limité aux ressources et à l'éducation et la marginalisation des communautés rurales en ce qui concerne la pauvreté et l'environnement.

II. État de la pauvreté en milieu rural : progrès accomplis dans de multiples domaines

6. En 2022, près de 9 % de la population mondiale, soit 712 millions de personnes, vivaient en dessous du seuil d'extrême pauvreté de 2,15 dollars par jour⁸. On estime que 23 millions de personnes supplémentaires vivaient dans l'extrême pauvreté en 2022 par rapport à 2019⁹.

7. L'extrême pauvreté demeure concentrée en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et dans les régions touchées par la fragilité et les conflits. Les projections indiquent que, d'ici à 2030, 87 % des personnes extrêmement pauvres résideront en Afrique subsaharienne, dont les deux tiers dans des pays touchés par la fragilité et les conflits¹⁰.

8. Dans toutes les régions, les populations rurales sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté, puisque plus de 80 % des personnes extrêmement pauvres vivent dans ces zones¹¹, et que l'extrême pauvreté y est de plus en plus

⁶ Vijaya Ramachandran, Alex Smith et Satvika Mahajan, « Land grabs for carbon: are carbon offset megadeals the future of conservation in Africa? », The Breakthrough Institute, 28 mai 2024.

⁷ Voir la définition des « transitions justes », Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, « Summary for policymakers », « Annex II: glossary » dans *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability – Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Hans-Otto Pörtner et autres (eds. Cambridge, Cambridge University Press, 2022).

⁸ Aguilar et autres, *March 2024 Update to the Poverty and Inequality Platform (PIP)* ; et Dean Jolliffe et autres, « Assessing the impact of the 2017 PPPs on the international poverty line and global poverty », *Policy Research Working Paper*, No. 9941 (Washington, D.C., Banque mondiale, 2022). En septembre 2022, la Banque mondiale a révisé les seuils de pauvreté mondiaux, établissant le nouveau seuil d'extrême pauvreté à 2,15 dollars par personne et par jour sur la base des parités de pouvoir d'achat de 2017, remplaçant le précédent seuil de 1,90 dollar fondé sur les chiffres de 2011. La valeur réelle du seuil de pauvreté international est restée pratiquement inchangée.

⁹ Voir Aguilar et autres, *March 2024 Update to the Poverty and Inequality Platform (PIP)*, pour la mise à jour par la Banque mondiale de ses premières estimations de la pauvreté mondiale jusqu'en 2022 à partir de données d'enquête.

¹⁰ Colin Andrews et autres, « The State of Economic Inclusion Report 2021: The Potential to Scale » (Washington, Banque mondiale, 2021).

¹¹ Shohei Nakamura et autres, « Where Is Poverty Concentrated? New Evidence Based on Internationally Consistent Urban and Poverty Measurements », *Policy Research Working Paper*, n° 10620 (Washington, D.C., Banque mondiale, 2023) ; Castañeda et autres, « A new profile of the global poor ».

concentrée, en particulier en Afrique subsaharienne¹². Près des deux tiers des personnes extrêmement pauvres se consacrent à l'agriculture¹³.

9. Les privations vont au-delà des revenus et de la consommation. Les outils de mesure multidimensionnels montrent comment les personnes vivent la pauvreté dans d'autres aspects de leur vie quotidienne, tels que l'accès limité à la nourriture, à l'éducation, à la santé, au logement, à l'eau potable, à l'assainissement et à l'électricité. Plus de 18 % de la population de 110 pays, soit 92 % de la population des régions en développement, sont en situation de pauvreté multidimensionnelle, 84 % des pauvres vivant dans les zones rurales¹⁴.

10. La pauvreté en milieu rural et l'insécurité alimentaire sont étroitement liées. En 2023, environ 733 millions de personnes à travers le monde ont été touchées par la faim, mesurée par la prévalence de la sous-alimentation. Cela équivaut à 9,1 % de la population mondiale, contre 7,5 % en 2019¹⁵.

11. En outre, près de 30 % de la population mondiale a connu une insécurité alimentaire modérée à grave en 2023, ce qui est nettement plus élevé qu'en 2019¹⁶.

12. Les zones rurales présentent des taux plus élevés d'insécurité alimentaire modérée à grave, touchant 32 % des adultes, contre 30 % dans les zones périurbaines et 25,5 % dans les zones urbaines¹⁷. Les enfants des zones rurales courent 1,6 fois plus de risques de souffrir d'un retard de croissance et 1,4 fois plus de risques de souffrir d'émaciation que les enfants des zones urbaines¹⁸. Les adolescentes et les femmes des zones rurales sont plus susceptibles de souffrir d'insuffisance pondérale, d'être de petite taille ou anémiées que celles qui vivent dans les villes¹⁹.

13. Plus de 2,8 milliards de personnes dans le monde n'avaient pas les moyens financiers de s'assurer une alimentation saine en 2022²⁰. Environ 65 % des Africains et 35 % des Asiatiques n'ont pas les moyens de s'offrir un régime alimentaire sain.

14. La proportion de personnes n'ayant pas les moyens de s'offrir une alimentation saine est plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines²¹. En outre, les enfants des ménages ruraux sont plus susceptibles de souffrir de pauvreté alimentaire grave, définie comme la consommation d'aliments appartenant à deux groupes alimentaires tout au plus par jour²². Une part importante de la nourriture

¹² Banque mondiale, « Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée: revers de fortune » (Washington, D.C, Banque mondiale, 2020) et Fonds international de développement agricole (FIDA), « Rapport sur le développement rural 2021: transformer les systèmes alimentaires pour la prospérité rurale » (Rome, 2021).

¹³ Castañeda *et al.*, « A new profile of the global poor ».

¹⁴ Oxford Poverty and Human Development Initiative et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « Global multidimensional poverty index 2023: unstacking global poverty - data for high-impact action » (2023).

¹⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et autres, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 : financer l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes » (Rome, 2024).

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ FAO et autres, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023 : Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain » (Rome, 2023).

¹⁹ FAO et autres, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022 : réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable » (Rome, 2022).

²⁰ FAO et autres, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 ».

²¹ FAO et autres, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023 ».

²² Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), « La pauvreté alimentaire des enfants : une crise nutritionnelle dans la petite enfance », octobre 2022.

consommée par les ménages ruraux provient d'achats²³. Par conséquent, chaque hausse supplémentaire de 1 % des prix des produits alimentaires dans le monde devrait faire basculer près de 10 millions d'autres personnes dans l'extrême pauvreté, rendant la nourriture encore plus inabordable pour elles²⁴.

15. La pauvreté est étroitement liée à l'âge, au sexe, au statut migratoire, au handicap et à d'autres aspects de la discrimination, de la vulnérabilité et de la marginalisation. Ces problèmes peuvent être amplifiés dans les zones rurales, et la pauvreté touche de manière disproportionnée les peuples autochtones.

16. Plus de 50 % des personnes extrêmement pauvres dans le monde sont des enfants, alors qu'ils ne représentent que 31 % de la population mondiale. Plus précisément, 333 millions d'enfants dans le monde vivent avec moins de 2,15 dollars par jour, dont près de 90 % en Afrique subsaharienne ou en Asie du Sud. Les enfants des zones rurales sont beaucoup plus susceptibles de vivre dans l'extrême pauvreté²⁵.

17. La pauvreté multidimensionnelle est également beaucoup plus élevée chez les enfants et les jeunes, puisque 28 % des enfants de moins de 18 ans sont considérés comme pauvres, contre 13 % des adultes.

18. Au niveau mondial, les femmes sont surreprésentées parmi les pauvres: on estime que 383 millions de femmes et de filles vivent dans l'extrême pauvreté, contre 368 millions d'hommes et de garçons²⁶. Les femmes sont particulièrement vulnérables à la pauvreté entre 25 et 34 ans – leurs meilleures années de procréation – 123 femmes contre 100 hommes vivant dans la pauvreté²⁷. En outre, les ménages monoparentaux sont plus susceptibles d'être pauvres que les ménages biparentaux.

19. Les femmes continuent d'être systématiquement désavantagées dans de multiples domaines du bien-être. C'est ainsi qu'en 2023, 26,7 % des femmes dans le monde étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, contre 25,4 % des hommes, soit un écart de 1,3 point de pourcentage, contre 3,6 points de pourcentage en 2021, au lendemain de la pandémie de COVID-19²⁸.

20. Les peuples autochtones représentent 19 % des personnes extrêmement pauvres, alors qu'ils constituent moins de 10 % de la population mondiale²⁹. Les schémas historiques d'assujettissement, de discrimination, de marginalisation, de dépossession et d'exclusion ont nui à l'épanouissement des peuples autochtones conformément à leurs propres besoins, intérêts et droits. Les peuples autochtones gèrent ou détiennent des droits fonciers sur plus d'un quart de la surface terrestre mondiale, qui recoupe environ 40 % de l'ensemble des zones terrestres protégées et des paysages écologiquement intacts³⁰. Il est essentiel de collaborer véritablement avec les peuples

²³ FAO et autres, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023 ».

²⁴ Daniel Gerszon Mahler et autres, « Pandémie, inflation et pauvreté », blogs de la Banque mondiale, 13 avril 2022.

²⁵ Salmeron-Gomez, Daylan et autres, « Global Trends in Child Monetary Poverty according to International Poverty Lines », *Policy Research Working Paper*, n° 10525, Banque mondiale (2023).

²⁶ Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et ONU, « Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2022 » (New York, 2022).

²⁷ Ana Maria Muñoz Boudet et autres, « A global view of poverty, gender, and household composition », *Policy Research Working Paper*, No. 9553 (Banque mondiale, 2021).

²⁸ FAO et autres, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 ».

²⁹ Organisation internationale du Travail (OIT), « Application de la Convention no 169 relative aux peuples indigènes et tribaux: pour un avenir inclusif, durable et juste » (Genève, 2019),

³⁰ Stephen T. Garnett et autres, « A spatial overview of the global importance of indigenous lands for conservation », *Nature Sustainability*, vol. 1, n° 7 (juillet 2018).

autochtones et leurs institutions afin d'aborder les questions de conservation, de pauvreté et d'égalité.

21. Les données recueillies dans 36 pays du monde en 2015 ont montré qu'environ 35 % des migrants internationaux étaient en situation de pauvreté ou menacés de l'être, contre seulement 23 % des non-migrants³¹. En outre, l'inadéquation des voies de migration régulière et des protections expose les personnes à la violence, à l'exploitation et aux sévices.

22. Les personnes handicapées sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les personnes non handicapées en raison des obstacles rencontrés dans la société, tels que la discrimination, l'accès limité à l'éducation et aux possibilités d'emploi et le manque d'inclusion dans les programmes de subsistance et autres programmes sociaux³². Elles supportent également des coûts supplémentaires liés au handicap, notamment en matière de soins de santé, de logement, de transport et d'assistance personnelle³³. Les personnes handicapées vivant dans les zones rurales des pays en développement ont tendance à se heurter à de plus grandes difficultés que celles vivant dans les villes. Plus précisément, elles ont moins accès aux activités rémunératrices et aux services essentiels, notamment en matière de soins de santé et de rééducation, de transport et d'éducation³⁴.

III. Principaux obstacles à l'élimination de la pauvreté en milieu rural

23. Les défis liés à la réduction de la pauvreté en milieu rural sont nombreux, notamment en ce qui concerne les possibilités limitées de travail décent ; une faible productivité agricole ; un accès inadéquat et inégal à la terre et à l'eau, aux technologies, aux marchés, aux services publics, tels qu'une éducation de qualité, et aux soins de santé ; et une exclusion sociale persistante. Les chocs économiques, politiques et environnementaux exacerbent la pauvreté et les inégalités³⁵.

A. Défis économiques, sociaux et institutionnels

24. Les ménages ruraux sont fortement tributaires des systèmes agroalimentaires, en particulier de l'agriculture, pour leur subsistance. En Afrique, 48 % de tous les adultes actifs sont employés dans l'agriculture, et 14 % d'autres le sont dans des professions liées à l'agriculture, telles que la transformation, la vente au détail et le transport de produits agroalimentaires³⁶. En Asie, 29 % de la main-d'œuvre travaille dans l'agriculture et 11 % dans des secteurs d'activités non agricoles du système agroalimentaire. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire en particulier, les systèmes agroalimentaires constituent une source de revenus plus importante pour les

³¹ Elisa Mosler Vidal, *Leave No Migrant Behind: The 2030 Agenda and Data Disaggregation* (Genève, Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2021).

³² *Disability and Development Report: Realizing the Sustainable Development Goals by, for and with Persons with Disabilities* (Publication des Nations Unies, 2018). **Error! Hyperlink reference not valid.**

³³ Organisation mondiale de la Santé (OMS), « Rapport mondial sur l'équité en santé pour les personnes handicapées » (Genève, 2022). **Error! Hyperlink reference not valid.**

³⁴ Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), « Policy guidelines for inclusive Sustainable Development Goals: rural areas » (2020).

³⁵ Bas van Bavel et Marten Scheffer, « Historical effects of shocks on inequality: the great leveler revisited », *Humanities and Social Sciences Communications*, vol. 8, No. 76 (2021).

³⁶ Benjamin Davis *et al.*, « Estimating global and country-level employment in agrifood systems », Série de documents de travail de la FAO sur la statistique, n° 23/34 (Rome, 2023).

femmes que pour les hommes. En Afrique subsaharienne, ils représentent 66 % de l'emploi des femmes, contre 60 % de celui des hommes, et en Asie du Sud, 71 % de l'emploi des femmes, contre 47 % de celui des hommes³⁷.

25. Cependant, dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, le secteur agroalimentaire se caractérise par une forte informalisation, une faible productivité de la terre et du travail, un caractère saisonnier et des institutions faibles³⁸. Ces conditions l'empêchent d'assurer une vie décente. La prévalence de l'extrême pauvreté chez les travailleurs agricoles est plus de quatre fois supérieure à celle des travailleurs non agricoles³⁹. Le fait d'avoir un emploi ne garantit pas des moyens de subsistance décents, puisque 21 % de la population mondiale employée est considérée comme extrêmement ou modérément pauvre⁴⁰.

26. L'informalisation est presque deux fois plus élevée dans les zones rurales (80 %) que dans les zones urbaines (44 %), et c'est dans le secteur agricole qu'elle est la plus forte (94 %)⁴¹. À l'échelle mondiale, près de la moitié des femmes travaillant dans l'agriculture sont considérées comme des travailleuses familiales, souvent non rémunérées, sans accès à la protection sociale et avec un pouvoir de décision limité sur la production agricole⁴². Ce chiffre est de 17 % pour les hommes dans l'agriculture.

27. Les jeunes des zones rurales sont plus exposés à la pauvreté au travail et à l'informalisation que les adultes⁴³. Une part croissante des jeunes des zones rurales n'a pas d'emploi, d'éducation ou de formation, et ne bénéficie donc pas d'une formation précoce et cruciale du capital humain, ce qui réduit leurs chances de trouver un emploi décent à l'avenir⁴⁴. Les jeunes sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes, avec un taux de chômage mondial de 16 % en 2021, ce qui correspond à 75 millions de jeunes⁴⁵.

28. En outre, le travail des enfants contribue à la pauvreté en milieu rural et en découle⁴⁶. Environ 70 % des enfants travaillent dans le secteur agricole des zones rurales, ce qui contribue à l'abandon scolaire et à la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre⁴⁷.

29. Le travail forcé constitue un autre défi majeur pour l'agriculture. Sur près de 25 millions de victimes du travail forcé dans le monde, 11 % travaillent dans l'agriculture⁴⁸. En outre, la prévalence des décès, des blessures et des incidents de santé liés au travail dans l'agriculture reste la plus élevée de tous les secteurs. On

³⁷ FAO, « La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires » (Rome, 2023).

³⁸ Luc Christiaensen, Zachariah Rutledge et J. Edward Taylor, « Viewpoint: the future of work in agri-food », *Food Policy*, vol. 99 (février 2021).

³⁹ Castañeda et autres, « A new profile of the global poor » ; et Banque mondiale, « Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée ».

⁴⁰ Rosina Gammarano, « The working poor or how job is no guarantee of decent living conditions », *ILOSTAT Spotlight on Work Statistics*, n° 6 (Genève, Bureau international du Travail, 2019).

⁴¹ OIT, « Femmes et hommes dans l'économie informelle : un tableau statistique » (Genève, 2018).

⁴² FAO, « La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires ».

⁴³ OIT, « Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2022 : Investir dans la transformation de l'avenir des jeunes » (Genève, 2022).

⁴⁴ OIT, « Accroître le potentiel des jeunes ruraux : vers des emplois décents et un avenir durable » (mai 2024).

⁴⁵ OIT, « Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2022 ».

⁴⁶ FAO, « Cadre de la FAO pour l'abolition du travail des enfants dans l'agriculture » (Rome, 2020) ; et www.un.org/ldc5/youth.

⁴⁷ OIT et UNICEF, « Travail des enfants : Estimations mondiales 2020, tendances et chemins à suivre » (New York, 2021).

⁴⁸ OIT et Fondation Walk Free, « Estimations mondiales de l'esclavage moderne : travail forcé et mariage forcé » (Genève, OIT, 2017).

estime qu'environ 128 000 travailleurs agricoles meurent chaque année dans des accidents du travail⁴⁹.

30. La couverture sociale reste insuffisante dans les zones rurales, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. En 2020, seuls 47 % de la population mondiale recevaient effectivement au moins une prestation de protection sociale (à l'exclusion des soins de santé et des indemnités de maladie)⁵⁰.

31. Il existe une forte corrélation entre la pauvreté et l'éducation. Au niveau mondial, environ 40 % des adultes vivant dans l'extrême pauvreté n'ont pas fait d'études, contre seulement 9 % des adultes non pauvres⁵¹. Les taux d'alphabétisation et les possibilités d'éducation sont plus faibles dans les zones rurales que dans les zones urbaines⁵². En troisième année, les enfants des zones rurales ont 4 % moins de chances d'acquérir les compétences de base en lecture et 9 % moins de chances d'acquérir les compétences de base en calcul par rapport à leurs camarades des zones urbaines⁵³.

32. L'accès réduit aux ressources telles que la terre, l'eau, le financement, les technologies et les infrastructures limite la capacité des populations rurales de subvenir à leurs besoins par des revenus réguliers et d'améliorer leur niveau de vie. Dans plus d'un tiers des 46 pays ayant fourni des informations sur l'indicateur 5.a.1 des objectifs de développement durable, moins de 50 % des femmes et des hommes possèdent des terres agricoles ou ont des droits garantis sur celles-ci. Dans 40 des 46 pays pour lesquels des données sont disponibles, les hommes des ménages agricoles possèdent davantage de terres ou de droits garantis que les femmes⁵⁴.

33. Les peuples autochtones dépendent fortement de leurs terres, de leurs territoires et de leurs ressources naturelles pour leur subsistance, mais l'absence de reconnaissance formelle, la non-application et l'abolition des droits fonciers collectifs affectent la durabilité et la résilience de leurs systèmes alimentaires et de leurs savoirs⁵⁵.

34. La pénurie d'eau est une préoccupation majeure dans de nombreuses régions du monde en raison de divers facteurs, notamment l'épuisement des eaux souterraines et la pollution, les changements climatiques étant susceptibles d'accroître la variabilité saisonnière et l'incertitude quant à la disponibilité et à la qualité de l'eau⁵⁶. Environ 25 % des terres cultivées dans le monde connaissent une pénurie économique d'eau agricole, définie comme un manque d'irrigation dû à la capacité institutionnelle et économique plutôt qu'à une pénurie physique d'eau⁵⁷. L'insuffisance des ressources

⁴⁹ OIT, 2024 (à paraître).

⁵⁰ OIT, « Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022 : La protection sociale à la croisée des chemins – bâtir un avenir meilleur » (Genève, 2021).

⁵¹ Castañeda et autres, « A new profile of the global poor ».

⁵² Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), « Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020: inclusion et éducation : tous, sans exception » (Paris, 2020).

⁵³ UNICEF, « Are Children Really Learning? Exploring Foundational Skills in the Midst of a Learning Crisis » (2022).

⁵⁴ FAO, « La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires ».

⁵⁵ FAO, *The White/Wiphala Paper on Indigenous Peoples' food systems* (Rome, 2021) **Error! Hyperlink reference not valid.** et *State of the World's Indigenous Peoples: Rights to Lands, Territories, and Resources*, vol. V (publication des Nations Unies, 2021).

⁵⁶ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, « Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2023 : partenariats et coopération pour l'eau » (Paris, UNESCO, 2023).

⁵⁷ Lorenzo Rosa et autres, « Global agricultural economic water scarcity », *Science Advances*, vol. 6, n° 18 (avril 2020).

en eau disponibles pour la production agricole peut entraîner de mauvaises récoltes, des rendements réduits, des pertes de revenus et des pénuries de denrées alimentaires, ce qui a une incidence directe sur les moyens de subsistance des agriculteurs et des communautés rurales. Le déficit de ressources en eau est également souvent lié à une concurrence accrue entre les utilisateurs, voire à des conflits⁵⁸.

35. Les infrastructures – notamment les routes, les systèmes énergétiques, les installations d’approvisionnement en eau et d’assainissement, les réseaux de communication, les marchés alimentaires et les installations de stockage – jouent un rôle crucial dans le développement économique et la réduction de la pauvreté. À l’échelle mondiale, près d’un milliard de personnes dans les pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur sont desservies par des établissements de santé qui n’ont pas accès à l’électricité ou dont l’accès n’est pas fiable, en particulier dans les zones rurales⁵⁹. En 2022, la couverture en eau potable gérée en toute sécurité était de 62 % dans les zones rurales, contre 81 % dans les zones urbaines⁶⁰. Une grande partie de la population rurale mondiale continue de vivre à au moins deux kilomètres d’une route praticable en toute saison, ce qui limite considérablement leur accès aux marchés et aux services⁶¹.

36. Des infrastructures inadéquates, ainsi que des normes sociales liées à la division du travail entre hommes et femmes, contribuent à alourdir la charge de travail domestique non rémunéré des femmes et des jeunes filles, ce qui réduit leur pouvoir d’action, leurs possibilités d’emploi et leurs revenus⁶². En moyenne, les femmes consacrent 4,2 heures par jour au travail domestique et aux soins non rémunérés, contre 1,9 heure pour les hommes. Dans les zones rurales, la charge de travail non rémunéré des femmes est encore plus importante, y compris les tâches telles que la collecte d’eau et de combustible⁶³.

37. On estime à 2 milliards le nombre de personnes qui n’ont pas accès aux services de santé au sein de leur communauté⁶⁴. Les personnes vivant en milieu rural et les ménages les plus pauvres bénéficient d’une couverture des services de santé essentiels inférieure à la moyenne nationale, et l’appauvrissement par les dépenses de santé est plus fréquent dans les ménages des zones rurales que dans ceux des zones urbaines⁶⁵.

38. En outre, seuls 60 % de la population rurale des pays en développement possèdent un compte auprès d’une institution financière, les femmes, les jeunes et les autres groupes vulnérables se heurtant à des obstacles plus importants en matière

⁵⁸ UNESCO, « Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2023 ».

⁵⁹ OMS et autres, « Energizing Health: Accelerating Electricity Access in Health-Care Facilities » – résumé analytique (Genève, 2023).

⁶⁰ UNICEF et Organisation mondiale de la Santé (OMS), *Progress on Household Drinking Water, Sanitation and Hygiene 2000–2022: Special Focus on Gender* (New York, 2023).

⁶¹ Jeffrey D. Sachs et autres, « Rapport sur le développement durable 2023 : mise en œuvre de la relance des ODD – y compris l’indice des ODD et les tableaux de bord » (Paris, Réseau de solutions pour le développement durable, Dublin, Dublin University Press, 2023).

⁶² Seema Jayachandran, « Social norms as a barrier to women’s employment in developing countries », *Revue économique du FMI*, vol. 69, n° 3 (septembre 2021).

⁶³ FAO, « La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires ».

⁶⁴ OMS, « Lignes directrices de l’OMS pour la production, l’attraction, le recrutement et la fidélisation des agents de santé dans les zones rurales et reculées » (Genève, 2021).

⁶⁵ OMS et Banque mondiale, *Tracking Universal Health Coverage: 2023 Global Monitoring Report* (Genève, 2023).

d'inclusion financière⁶⁶. En Afrique subsaharienne, 62 % des adultes qui n'ont pas de compte en banque vivent en milieu rural⁶⁷.

39. Au niveau mondial, les habitants des zones rurales ont deux fois moins de chances d'avoir un accès de base à l'internet (c'est-à-dire de l'avoir utilisé une fois au cours des trois derniers mois), l'écart étant nettement plus important dans les pays les moins avancés (73 %) et en Afrique (70 %)⁶⁸. En outre, en 2019, dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les habitants des zones rurales étaient 37 % moins susceptibles d'utiliser l'internet mobile que ceux des zones urbaines⁶⁹. Les femmes ont 19 % moins de chances que les hommes d'utiliser l'internet mobile et 7 % moins de chances de posséder un téléphone mobile, en particulier les femmes vivant dans les zones rurales, ayant de faibles revenus ou étant en situation de handicap⁷⁰.

B. Changements climatiques

40. Les effets des changements climatiques sont inégaux et injustes. Bien que les pays et les populations à faible revenu aient historiquement contribué le moins aux changements climatiques, leurs conséquences pèsent de manière disproportionnée sur eux. On estime qu'en raison des changements climatiques, les 40 % les plus pauvres des pays en développement subiront des pertes de revenus supérieures de 70 % à la perte de revenus moyenne de la population⁷¹.

41. Les changements climatiques ont un effet multiplicateur sur la pauvreté. Environ 4,5 milliards de personnes ont été exposées à un phénomène météorologique extrême, tel qu'une inondation, une sécheresse, un cyclone ou une vague de chaleur en 2019. Près de 400 millions de personnes vivent avec moins de 2,15 dollars par jour⁷². Les changements climatiques devraient plonger 32 à 132 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici à 2030⁷³.

42. Les populations rurales pauvres, y compris les petits producteurs et les agriculteurs familiaux, sont plus exposées aux risques et plus vulnérables aux changements climatiques en raison de divers facteurs, notamment leur dépendance à l'égard de moyens de subsistance sensibles au climat, d'infrastructures fragiles et d'actifs et de ressources limités pour faire face aux chocs⁷⁴. Elles disposent des moyens les plus modestes pour s'adapter aux changements climatiques en raison

⁶⁶ Alliance for Financial Inclusion, « Enhancing financial inclusion in rural areas », note d'orientation n° 50 (mai 2022) (Kuala Lumpur, 2022).

⁶⁷ Asli Demirgüç-Kunt et autres, Base de données Global Findex 2021 : inclusion financière, paiements numériques et résilience à l'ère de la COVID-19 (Washington : Banque mondiale, 2022).

⁶⁸ Kevin Hernandez et autres, *Towards digital Inclusion in Rural Transformation* (Rome, FAO, 2024).

⁶⁹ Alliance for Financial Inclusion, « Enhancing financial inclusion in rural areas ».

⁷⁰ Global System for Mobile Association, *The Mobile Gender Gap Report* (Londres, 2023).

⁷¹ Hallegatte et Rozenberg, « Climate change through a poverty lens ».

⁷² Miki Khanh Doan et autres, « Counting People Exposed to, Vulnerable to, or at High Risk from Climate Shocks: A Methodology, Policy Research Working Paper, No. 10619 » (Banque mondiale, 2023).

⁷³ Bramka Arga Jafino et autres, « Revised estimates of the impact of climate change on extreme poverty by 2030 », *Policy Research Working Paper*, No. 9417 (Banque mondiale, 2022).

⁷⁴ FAO et Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « Managing Climate Risks through Social Protection: Reducing Rural Poverty and Building Resilient Agricultural Livelihoods » (Rome, 2019).

d'obstacles structurels qui limitent leur accès aux ressources, aux marchés, aux services, aux technologies et au soutien institutionnel⁷⁵.

43. Les changements climatiques perturbent les moyens de subsistance des populations rurales en réduisant les rendements agricoles, en augmentant la variabilité saisonnière de la disponibilité de l'eau, en contribuant à la dégradation des sols et en détruisant les cultures et le bétail, de sorte qu'il est plus difficile pour les agriculteurs pauvres de gagner décemment leur vie et d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition⁷⁶. En outre, l'exposition à la chaleur menace la santé des travailleurs, diminue la productivité du travail et entraîne des pertes de revenus considérables⁷⁷.

44. Les changements climatiques accentuent exacerbe les inégalités de genre. En cas de chocs climatiques et de demande accrue de main-d'œuvre familiale, les filles plus âgées risquent davantage d'être retirées de l'école que les garçons plus âgés, ce qui a des conséquences à long terme sur leur bien-être⁷⁸. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de travailler et de travailler plus longtemps, en particulier dans l'exploitation agricole familiale, face à des phénomènes météorologiques extrêmes⁷⁹. Le stress thermique et les inondations exacerbent les disparités de revenus entre les ménages dirigés par des femmes et ceux dirigés par des hommes. En moyenne, les ménages dirigés par des femmes perdent 8 % de plus de leurs revenus à cause du stress thermique et 3 % de plus à cause des inondations, ce qui creuse l'écart de revenus dans les pays à revenu faible et intermédiaire de 37 milliards de dollars et de 16 milliards de dollars par an, respectivement.

45. Les chocs climatiques peuvent entraîner une augmentation du travail des enfants dans le secteur agricole, en particulier dans les communautés les plus pauvres qui n'ont pas accès à l'assurance ou au crédit⁸⁰. Il est prouvé que les températures élevées ont un effet néfaste majeur sur l'éducation des enfants pauvres dans les économies agraires et qu'elles accentuent les inégalités existantes en matière d'éducation⁸¹. Les températures extrêmes obligent les enfants à travailler 49 minutes de plus par semaine que les adultes dans la force de l'âge, principalement dans des activités non agricoles⁸².

46. Les personnes handicapées se heurtent à des risques accrus liés aux effets néfastes des changements climatiques, notamment des menaces pour leur santé, leur

⁷⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « The Unjust Climate: Measuring the Impacts of Climate Change on Rural Poor, Women and Youth » (Rome, 2024).

⁷⁶ Cheikh Mbow et autres, « Food security », dans *Climate Change and Land: An IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems*, Valérie Masson-Delmotte et autres, eds. (Cambridge, Cambridge University Press, 2022).

⁷⁷ Marina Romanello et autres, « The 2023 report of the Lancet Countdown on health and climate change: the imperative for a health-centred response in a world facing irreversible harms », *The Lancet*, vol. 402, n° 10419 (décembre 2023).

⁷⁸ Peter Agamile et David Lawson, « Rainfall shocks and children's school attendance: evidence from Uganda », *Oxford Development Studies*, vol. 49, n° 3 (juillet 2021) ; et Martina Björkman-Nyqvist, « Income shocks and gender gaps in education: evidence from Uganda », *Journal of Development Economics*, vol. 105 (novembre 2013).

⁷⁹ Gianluigi Nico et Carlo Azzarri, « Weather variability and extreme shocks in Africa: are female or male farmers more affected? », Document de discussion de l'IFPRI, n° 02115 (Washington, D.C., Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2022) ; et FAO, *The Unjust Climate*.

⁸⁰ FAO, *The Relations between Climate Change and Child Labour in Agriculture: Evidence on Children's Work Trends after Climate-Related Events in Côte d'Ivoire, Ethiopia, Nepal and Peru* (Rome, 2023).

⁸¹ Teevrat Garg, Maulik Jagnani et Vis Taraz, « Temperature and human capital in India », *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists*, vol. 7, n° 6 (2020).

⁸² FAO, *The Unjust Climate*.

sécurité alimentaire, leur accès à l'eau, à l'énergie et à l'assainissement, ainsi que pour leurs moyens de subsistance, en particulier dans les pays en développement⁸³.

47. Les changements climatiques affecte la santé en entraînant des décès et des maladies dus à des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents, à l'augmentation des maladies transmises par les aliments ou l'eau et des maladies à transmission vectorielle, et à la perturbation des systèmes agroalimentaires. Ils peuvent également affecter l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) dans les zones rurales, soulignant la nécessité d'intégrer la résilience climatique dans les approches de gestion des risques liés à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène⁸⁴. Les changements climatiques ont une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition, à la fois directement en influant sur les rendements des cultures et la qualité nutritionnelle, et indirectement en modifiant la disponibilité et la qualité de l'eau, ainsi que les parasites et les maladies, la pollinisation et la biodiversité. Ils exacerbent également les risques liés à la sécurité alimentaire pendant le transport et le stockage⁸⁵.

48. Les chocs et les catastrophes liés au climat sont déjà l'une des principales causes de nouveaux déplacements dans le monde⁸⁶. Sans une action rapide et concertée, d'ici à 2050, jusqu'à 216 millions de personnes pourraient être forcées de se déplacer à en raison des effets des changements climatiques⁸⁷. Les migrations et les envois de fonds des migrants à ceux qui restent dans les zones touchées peuvent constituer une forme d'adaptation pour gérer les risques climatiques et réduire l'exposition⁸⁸. Cependant, la migration n'est pas toujours possible, et les populations qui ne veulent ou ne peuvent pas migrer risquent de se retrouver pris au « piège » dans des endroits où la vulnérabilité aux chocs environnementaux et à l'appauvrissement est plus grande⁸⁹.

49. Le financement de l'action climatique nécessaire pour s'adapter aux pertes et préjudices, les atténuer et y remédier est inadéquat et fait largement abstraction des petits exploitants agricoles, qui n'en reçoivent que 1,7 %⁹⁰, la plupart des fonds étant consacrés à l'atténuation des changements climatiques plutôt qu'aux efforts d'adaptation⁹¹. Les besoins de financement de l'adaptation se situent, selon les estimations, entre 215 et 387 milliards de dollars par an jusqu'en 2030, et le déficit de financement est de 10 à 18 fois supérieur aux flux actuels de financement public international de l'adaptation⁹². En ce qui concerne les pertes et préjudices, les coûts

⁸³ Voir [A/HRC/44/30](#).

⁸⁴ OMS, « Faire face aux changements climatiques: supplément à la stratégie de l'OMS pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène 2018-2025 » (Genève, 2023).

⁸⁵ Victor Owino et autres, « The impact of climate change on food systems, diet quality, nutrition, and health outcomes: a narrative review », *Frontiers in Climate*, vol. 4 (2022).

⁸⁶ Observatoire des situations de déplacement interne, « Rapport mondial sur le déplacement interne 2023 » (Genève, 2024). **Error! Hyperlink reference not valid.**

⁸⁷ Viviane Clement et autres, « Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration » (Washington, Banque mondiale, 2021).

⁸⁸ Edwin J. Castellanos et autres, « Central and South America », *Climate Change 2022*, Pörtner et autres, eds.

⁸⁹ OIM, *Institutional Strategy on Migration, Environment and Climate Change 2021-2030: For a Comprehensive, Evidence- and Rights-Based Approach to Migration in the Context of Environmental Degradation, Climate Change and Disasters, for the Benefit of Migrants and Societies* (Genève, 2021). **Error! Hyperlink reference not valid.**

⁹⁰ Daniel Chiriack, Baysa Naran et Angela Falconer, *Examining the Climate Finance Gap for Small-Scale Agriculture* (Rome, FIDA, 2020).

⁹¹ OCDE 2022, « Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2022 : Climate Finance and the USD 100 Billion Goal » (Paris, 2024). **Error! Hyperlink reference not valid.**

⁹² Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), *Adaptation Gap Report 2023: Underfinanced. Underprepared. Inadequate Investment and Planning on Climate Adaptation Leaves World Exposed* (Nairobi, 2023).

économiques dans les pays en développement ont été estimés à 435 milliards de dollars en 2020 et à 580 milliards de dollars en 2030⁹³.

50. L'action climatique doit être inclusive. Les mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets qui entraînent une augmentation des prix des biens et matières de base et une perte de revenus doivent s'accompagner d'une indemnisation adéquate pour les pauvres et les personnes en situation de vulnérabilité, ainsi que d'investissements dans l'adaptation aux changements climatiques⁹⁴. Une analyse des plans d'adaptation nationaux et des contributions déterminées au niveau national de 24 pays a montré que seulement 1 % des actions climatiques mentionnent les pauvres et 6 % les femmes⁹⁵. Les marchés de compensation des émissions de carbone et de la biodiversité nécessitent un contrôle réglementaire afin de s'assurer que les droits d'utilisation des terres des peuples autochtones, des petits exploitants et des éleveurs ne sont pas remis en cause⁹⁶.

IV. L'élimination de la pauvreté dans le contexte des changements climatiques: des politiques et stratégies de programmation efficaces

51. L'élimination de la pauvreté est possible : depuis 2000, l'extrême pauvreté a diminué de 20 points de pourcentage. En outre, 25 des 81 pays (dont les données sont disponibles) ont réduit de moitié leur pauvreté multidimensionnelle en l'espace de 15 ans⁹⁷. En 2025, le Deuxième Sommet mondial pour le développement social offrira une excellente occasion de renouveler les engagements et d'accélérer les progrès vers la réalisation de cet objectif.

52. L'élimination de la pauvreté rurale est intrinsèquement liée à la transformation des systèmes alimentaires dans le sens d'une plus grande inclusion et d'une plus grande résilience. Ce lien a été mis en évidence en 2021 lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et se retrouve dans les efforts de collaboration entre les institutions basées à Rome et d'autres organismes des Nations Unies, par l'intermédiaire des équipes de pays des Nations Unies, afin de mettre en œuvre des approches intégrées pour lutter contre la pauvreté en milieu rural.

53. Pour ce faire, il y a lieu d'élaborer des stratégies concertées qui s'attaquent au réseau complexe de problèmes économiques, environnementaux, sociaux et institutionnels qui la perpétuent. L'éducation, les soins de santé, les infrastructures, l'accès aux ressources, le travail décent et la protection sociale sont tous liés et doivent être traités simultanément. L'intégration d'approches résilientes au climat dans les efforts de réduction de la pauvreté et la prise en compte de la pauvreté dans l'action climatique peuvent créer des voies durables pour en sortir tout en contribuant à atténuer les effets néfastes des changements climatiques et à renforcer la résilience des pauvres des zones rurales.

⁹³ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), *Taking Responsibility: Towards a Fit-for-purpose Loss and Damage Fund* (Genève, 2023), p. vii et 3.

⁹⁴ Hans Peter Lankes et autres, « The relationship between climate action and poverty reduction », *The World Bank Research Observer*, vol. 39, n° 1 (février 2024).

⁹⁵ FAO, *The Unjust Climate*.

⁹⁶ Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, « Land Squeeze: What is Driving Unprecedented Pressures on Global Farmland and what Can Be Done to Achieve Equitable Access to Land? » (2024).

⁹⁷ PNUD et Oxford Poverty and Human Development Initiative, « L'indice global de pauvreté multidimensionnelle 2023 ».

54. L'équilibre entre l'action climatique et les interventions de réduction de la pauvreté peut impliquer des compromis, par exemple lorsque l'affectation de terres à la reforestation ou à des projets d'énergie renouvelable risque de limiter leur disponibilité pour l'agriculture, en particulier dans les zones défavorisées⁹⁸.

55. L'élimination de l'extrême pauvreté aurait une incidence négligeable sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les émissions mondiales qui y sont liées pourraient entraîner une augmentation annuelle de 5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, qui pourrait être compensée à hauteur de 90 % par la réduction des inégalités, l'amélioration de l'efficacité énergétique et la décarbonisation de l'énergie⁹⁹.

56. La promotion du travail décent dans les systèmes agroalimentaires peut contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire croissante dans les zones rurales et la dégradation de l'environnement. Pour qu'il y ait un travail décent, il faut s'attaquer aux conditions de travail dangereuses et insalubres, en particulier pour les femmes, qui sont surreprésentées dans les emplois informels, non rémunérés et faiblement rémunérés, saisonniers ou à temps partiel. L'emploi informel est associé à de graves effets néfastes sur la santé des femmes en âge de procréer et de leurs enfants¹⁰⁰.

57. L'aide à l'aménagement de parcs agro-industriels peut accélérer l'industrialisation rurale et contribuer à la réduction de la pauvreté. Les parcs agro-industriels peuvent apporter une valeur ajoutée à la production agricole locale, faciliter les liens avec les marchés régionaux et mondiaux et créer des emplois pour les communautés rurales. Les politiques industrielles modernes offrent aux pays en développement la possibilité de transformer durablement leurs systèmes agroalimentaires, de créer des emplois décents et de réduire la pauvreté rurale, tout en contribuant à la transition énergétique mondiale. Chaque emploi dans le secteur manufacturier crée en moyenne 2,5 emplois dans d'autres secteurs de l'économie¹⁰¹.

58. Le renforcement de la résilience des micro, petites et moyennes entreprises du secteur agroalimentaire est essentiel à la promotion de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté en milieu rural. L'établissement de liens durables entre ces entreprises, les partenaires commerciaux à plus grande échelle et les institutions de soutien peut aider ces entreprises à accroître leur compétitivité grâce à des économies d'échelle, à l'utilisation de services partagés tels que les parcs industriels, et à l'accès à la formation, à des compétences d'experts et à la connaissance¹⁰².

59. Pour de nombreux ménages ruraux, en particulier dans les pays en développement, la migration est une stratégie de subsistance qui permet de gérer les risques et d'améliorer le niveau de vie. Lorsqu'elle est bien gérée, la mobilité des personnes peut être mise à profit pour stimuler le développement rural, notamment en comblant les pénuries de main-d'œuvre et en transférant des connaissances, des compétences et des fonds. Environ 40 % des transferts de fonds internationaux sont envoyés dans les zones rurales, où les ménages qui les reçoivent peuvent canaliser

⁹⁸ FAO, *Agrifood Systems in NDCs: Global Analysis* (à paraître).

⁹⁹ Philip Wollburg, Stéphane Hallegatte et Daniel Gerson Mahler, « Ending extreme poverty has a negligible impact on global greenhouse gas emissions », *Nature*, vol. 623 (2023).

¹⁰⁰ Amanda Emma Aronsson et autres, « The health consequences of informal employment among female workers and their children: a systematic review », *Globalization and Health*, vol. 19, No 1 (décembre 2023).

¹⁰¹ Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), « Rapport sur le développement industriel 2024 : Transformer les défis en solutions durables – L'ère nouvelle de la politique industrielle » (Vienne, 2024).

¹⁰² ONUDI, « Rapport annuel 2023 : Progress by Innovation » (Vienne, 2024). **Error! Hyperlink reference not valid.**

ces revenus diversifiés pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcer la résistance aux chocs et aux facteurs de stress¹⁰³.

60. La réduction de la pauvreté en milieu rural passe par la mise en place de système éducatifs et de programmes de perfectionnement de qualité destinés aux communautés rurales, notamment pour assurer l’alphabétisation des adultes et la formation aux technologies numériques et résilientes aux changements climatiques, la formation professionnelle des jeunes, des emplois non agricoles et des emplois verts¹⁰⁴. L’enseignement supérieur peut contribuer à lutter contre la malnutrition et la mauvaise santé. L’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO) estime que si tous les adultes atteignaient au moins l’enseignement primaire et secondaire, plus de 420 millions de personnes échapperaient à la pauvreté, ce qui réduirait de plus de moitié le taux de pauvreté dans le monde¹⁰⁵.

61. Investir dans l’éducation des filles en milieu rural peut accélérer l’égalité des genres et l’autonomisation des femmes. Il en résultera d’autres avantages importants, notamment une amélioration des revenus, de la sécurité alimentaire et de la nutrition des enfants et des adultes, ainsi qu’une plus grande résilience¹⁰⁶. Pour améliorer durablement l’autonomisation des femmes, il faut s’attaquer aux normes sociales et aux barrières institutionnelles discriminatoires à leur égard¹⁰⁷.

62. Le soutien aux institutions rurales inclusives, tant formelles qu’informelles, y compris les associations communautaires de gestion des ressources naturelles, les organisations de producteurs, les coopératives et les groupes d’entraide, peut améliorer la fourniture de services essentiels, en particulier aux membres des communautés rurales pauvres et isolées¹⁰⁸. En exploitant le pouvoir de l’action collective, les hommes, les femmes et les jeunes des zones rurales peuvent accéder à la terre et aux services de conseil rural, obtenir des crédits, affermir leur rôle de premier plan, créer des réseaux sociaux d’assistance mutuelle face aux risques et aux chocs climatiques, et permettre une gestion plus efficace, harmonieuse et durable des ressources naturelles. Cependant, les données disponibles laissent à penser que, dans la plupart des cas, les institutions rurales n’arrivent pas à impliquer les agriculteurs marginalisés, notamment les plus jeunes, les moins éduqués et les femmes¹⁰⁹, en particulier dans les rôles de prise de décision et de direction¹¹⁰.

63. La protection sociale réduit la pauvreté en garantissant un revenu tout au long du cycle de vie, en facilitant l’accumulation de capital humain, en préservant la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi qu’en permettant des investissements dans

¹⁰³ FIDA, *Sending Money Home: Contributing to the SDGs, One Family at a Time* (Rome, 2017).

¹⁰⁴ Les emplois verts sont des emplois décents qui baissent la consommation d’énergie et de matières premières, limitent les émissions de gaz à effet de serre, réduisent autant que possible la production de déchets et la pollution, protègent et restaurent les écosystèmes et permettent aux entreprises et aux communautés de s’adapter aux changements climatiques. OIT, « Emploi et questions sociales dans le monde 2018 : une économie verte et créatrice d’emplois » (Genève, 2018). **Error! Hyperlink reference not valid.**

¹⁰⁵ UNESCO, « Réduire la pauvreté dans le monde grâce à l’enseignement primaire et secondaire universel », Document d’orientation, n° 32, Fiche d’information, n° 44 (Paris, 2017). **Error! Hyperlink reference not valid.**

¹⁰⁶ FAO, « La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires ».

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ FAO, *Strengthening Rural Institutions and Empowering People to Reduce Poverty and Inequalities* (2018).

¹⁰⁹ Livia Bizikova et autres, « A scoping review of the contributions of farmers’ organizations to smallholder agriculture », *Nature Food*, vol. 1 (octobre 2020).

¹¹⁰ Rose Ingutia et John Sumelius, « Do farmer groups improve the situation of women in agriculture in rural Kenya? International Food and Agribusiness Management Review », vol. 25, n° 1 (2022).

des activités productives, y compris l'agriculture¹¹¹. Dans un échantillon de 79 pays disposant de données monétaires, les transferts de sécurité sociale ont permis de réduire l'extrême pauvreté de 36 %¹¹². La protection sociale dans les zones rurales permet une gestion efficace des risques, notamment en réduisant la nécessité de recourir à des stratégies d'adaptation négatives, telles que le travail des enfants et la réaffectation des ressources des ménages à des usages plus productifs¹¹³.

64. Dans le contexte des changements climatiques, la protection sociale joue un rôle clé en protégeant les populations des chocs climatiques tels que les inondations et les sécheresses¹¹⁴ et en facilitant l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets¹¹⁵. Le fait de lier les avantages à des pratiques durables sur le plan environnemental peut contribuer directement à la réduction des émissions. En outre, les programmes de protection sociale peuvent contribuer à atténuer les effets néfastes des politiques d'atténuation des changements climatiques en offrant des transferts en espèces, des allocations de chômage et des possibilités de reconversion pour faciliter les transitions de la main-d'œuvre¹¹⁶. Pour combler cette lacune, il sera essentiel d'orienter davantage le financement international de la lutte contre les changements climatiques vers le développement et le renforcement de systèmes de protection sociale inclusifs et adaptés au climat¹¹⁷.

65. Les droits fonciers garantis sont essentiels à l'autonomisation des petits exploitants, en particulier des femmes, qui se heurtent souvent à d'énormes obstacles importants en matière de propriété foncière. La propriété foncière des femmes et la garantie de leurs droits fonciers sont associées à des avantages considérables, notamment une plus grande adoption de technologies, une amélioration de la productivité et des revenus agricoles, la participation à des organisations de producteurs et à des coopératives, une meilleure résilience et une meilleure gestion des ressources naturelles, ainsi qu'une meilleure nutrition, une meilleure santé et une meilleure sécurité alimentaire pour les femmes et leurs familles¹¹⁸.

66. La reconnaissance et le respect des droits des peuples autochtones, tels que consacrés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en particulier leur droit à un développement autonome et à un

¹¹¹ Garima Bhalla et autres, « The effects of social protection on economic development », *Handbook of Social Protection Systems*, Esther Schüring et Markus Loewe, eds. (Cheltenham, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Edward Elgar, 2021) ; et Juan Sebastian Correa et autres, « Social protection and rural transformation in Africa », *Annual Review of Resource Economics*, vol. 15 (2023).

¹¹² Banque mondiale, « The State of Social Safety Nets 2018 » (Washington, D.C., 2018).

¹¹³ Silvio Daidone et autres, « The household and individual-level productive impacts of cash transfer programmes in sub-Saharan Africa », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 101, n° 5 (octobre 2019) ; et Nyasha Tirivayi, Marco Knowles et Benjamin Davis, « The interaction between social protection and agriculture: a review of evidence », *Global Food Security*, vol. 10 (septembre 2016).

¹¹⁴ FAO et Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « Managing Climate Risks through Social Protection » ; et OIT, « Protection sociale pour une transition juste », janvier 2023.

¹¹⁵ Garima Bhalla et autres, « Scoping Review on the Role of Social Protection in Facilitating Climate Change Adaptation and Mitigation for Economic Inclusion among Rural Populations » (Rome, FAO, 2024) ; et Cecilia Costella et autres, « Can social protection tackle risks emerging from climate change, and how? A framework and a critical review », *Climate Risk Management*, vol. 40 (2023).

¹¹⁶ Katrin Gasior et autres, « The Role of Social Protection for a Just Transition in Developing and Emerging Economies » (Bonn, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, 2024).

¹¹⁷ Groupe de travail USP 2030 sur la protection sociale et les changements climatiques, déclaration commune sur l'orientation du financement international de l'action climatique vers la protection sociale (2023). **Error! Hyperlink reference not valid.**

¹¹⁸ Ruth Meinzen-Dick et autres, « Women's land rights as a pathway to poverty reduction: framework and review of available evidence », *Agricultural Systems*, vol. 172 (juin 2019).

consentement préalable, libre et éclairé, éléments indispensables à une politique de développement rural inclusive et efficace. Il s'agit notamment de reconnaître leurs systèmes et institutions d'autogestion, leurs droits intellectuels et leur souveraineté en matière de données, ainsi que le fait qu'ils sont détenteurs de savoirs. Lorsque les peuples autochtones ont des droits garantis sur leurs terres et leurs ressources naturelles, les taux de déforestation diminuent, le stockage du carbone augmente, la biodiversité est préservée et davantage de personnes en bénéficient par rapport aux terres gérées par des entités publiques ou privées¹¹⁹.

67. La réduction de la pauvreté dans le contexte des changements climatiques exige que les financements soient canalisés vers les petits exploitants et les agriculteurs familiaux. Des produits financiers bien ciblés, intégrés à d'autres services de soutien, tels que la formation, et adaptés aux besoins spécifiques des populations rurales pauvres, peuvent aider à faciliter la consommation des ménages, et partant, réduire la vente forcée d'actifs, maintenir les enfants et les adolescents, en particulier les filles, à l'école et contribuer ainsi à atténuer la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre¹²⁰.

68. Cependant, on estime qu'environ 70 % de la demande mondiale de financement des petits exploitants n'est pas satisfaite¹²¹. De même, seuls 19 % des petits exploitants du monde ont actuellement accès à une forme d'assurance agricole, l'écart le plus important se situant en Asie du Sud et du Sud-Est, où résident les trois quarts des petits exploitants non assurés¹²². Et ce, malgré les preuves de plus en plus nombreuses de l'efficacité d'instruments tels que les produits d'assurance indexée pour protéger les petits producteurs agricoles et les éleveurs contre les pertes causées par divers facteurs, dont les changements climatiques¹²³.

69. Les technologies adaptées aux changements climatiques – telles que les cultures résistantes à la sécheresse, l'agriculture de conservation, la collecte de l'eau, l'irrigation au goutte-à-goutte, l'énergie solaire, les programmes d'alimentation et d'élevage améliorés et l'agroforesterie – peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté rurale en renforçant la résilience, en améliorant la productivité, en conservant les ressources rares et en créant des moyens de subsistance durables.

70. Les systèmes agroalimentaires économes en énergie sont essentiels pour améliorer la façon dont les aliments sont produits, commercialisés et consommés. Les investissements dans des solutions agroalimentaires intelligentes sur le plan énergétique peuvent directement faire progresser la sécurité énergétique et alimentaire, tout en contribuant à la création d'emplois verts, à l'égalité des genres, aux technologies à faible émission de carbone et à la résilience et l'adaptation aux changements climatiques¹²⁴.

71. Les solutions énergétiques propres dans les systèmes agroalimentaires peuvent contribuer à réduire la pollution et à atténuer les ravages considérables qu'exercent

¹¹⁹ Wael Zakout et Andy White, « Community land rights: an untapped solution to secure climate, biodiversity, and development goals », World Bank blogs, 6 novembre 2019.

¹²⁰ Howard Miller, Lakshmi Krishnan et Lucciana Alvarez Ruiz, « Green Inclusive Finance: A framework for understanding how financial services can help low-income and vulnerable people respond to climate change », Center for Financial Inclusion (janvier 2023).

¹²¹ Alliance for Financial Inclusion, « Enhancing financial inclusion in rural areas ».

¹²² ISF Advisors, « Protecting growing prosperity: agricultural insurance in the developing world », septembre 2018.

¹²³ PNUE, *Adaptation Gap Report 2023*, p. XVIII ; et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, recommandations pratiques.

¹²⁴ Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et FAO, « Renewable Energy for Agri-food Systems: Towards the Sustainable Development Goals and the Paris Agreement » (Abu Dhabi et Rome, 2021).

notamment sur la santé des femmes et des enfants, les méthodes de cuisson traditionnelles utilisant des feux ouverts ou des fourneaux à kérosène, à biomasse ou à charbon¹²⁵. On estime qu'environ 3,8 millions de personnes meurent prématurément de maladies imputables à la pollution de l'air intérieur causée par l'utilisation de combustibles solides et de kérosène pour la cuisine¹²⁶.

72. Les technologies numériques, en particulier lorsqu'elles sont inclusives et tiennent compte des questions de genre, sont prometteuses en matière de réduction de la pauvreté en milieu rural, en permettant l'accès aux services financiers, en élargissant les possibilités d'emploi, en améliorant l'information sur les marchés et en favorisant l'inclusion¹²⁷. Elles peuvent aider les petits exploitants et les agriculteurs familiaux à gérer les risques liés à la variabilité du climat ou à accéder au microcrédit et aux services financiers pour soutenir les investissements dans des technologies et des pratiques à l'épreuve des changements climatiques.

73. Afin de mieux cibler les interventions et de suivre les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté en milieu rural, des données de haute qualité sont nécessaires. Pourtant, les enquêtes nationales sur les ménages ne sont pas disponibles ou ne sont pas mises en œuvre régulièrement dans tous les pays, en particulier dans les zones fragiles et touchées par des conflits¹²⁸. La collecte d'informations sur certains groupes de population – peuples autochtones, éleveurs nomades, migrants, personnes déplacées ou habitants de régions isolées et peu peuplées – pose des problèmes supplémentaires. Des approches plus inclusives et participatives de la collecte de données et les progrès des technologies numériques peuvent être mis à profit pour combler ces lacunes. Les données géospatiales et les technologies des systèmes d'information géographique permettent aux utilisateurs de créer des cartes de la pauvreté plus détaillées afin de mieux répondre aux besoins et aux vulnérabilités dans le contexte des changements climatiques.

V. Conclusions and recommendations

74. L'élimination de la pauvreté en milieu rural et la lutte contre les changements climatiques sont des objectifs interdépendants qui ne sauraient être atteints de manière isolée. Pour favoriser la planification d'un développement rural intégré, porteur de changement et durable, les États Membres peuvent souhaiter prendre en considération les recommandations suivantes :

a) Élaborer et mettre en œuvre, en collaboration et consultation étroites avec les communautés concernées, des politiques globales fondées sur les droits humains qui s'attaquent à la fois à la pauvreté en milieu rural et aux changements climatiques, en protégeant les communautés rurales contre les chocs et en renforçant leur résilience face aux crises futures. Les approches de l'élimination de la pauvreté fondées sur les droits humains assurent la dignité, l'autonomie et le bien-être de tous les individus et de toutes les communautés ;

b) Accroître le financement de la lutte contre les changements climatiques dans les zones rurales afin de renforcer l'adaptation dans tous les secteurs, notamment l'agriculture, l'eau et l'assainissement, l'énergie, le

¹²⁵ Adina Rom, Isabel Günther et Dina Pomeranz, *Decreasing Emissions by Increasing Energy Access?*, Résultats d'une expérience de terrain randomisée sur les lampes solaires hors réseau (2023).

¹²⁶ OMS, « Pollution de l'air intérieur », 15 décembre 2023.

¹²⁷ Cristi Spulbar et autres, « Digitalization as a factor in reducing poverty and its implications in the context of the COVID-19 pandemic », *Sustainability*, vol. 14, n° 17 (2022).

¹²⁸ Paul Corral et autres, « Fragilité et conflits : en première ligne de la lutte contre la pauvreté » (Washington, Groupe de la Banque mondiale, 2020).

tourisme, le logement, la gestion des déchets, les routes et les transports, ainsi que les services publics, tels que les soins de santé, l'éducation et la protection sociale ;

c) Veiller à ce que les politiques d'atténuation des effets des changements climatiques, telles que la tarification du carbone, soient conformes au principe de justice climatique, respectent les droits humains et ne se fassent pas au détriment des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire des populations rurales, y compris les peuples autochtones, les pêcheurs artisanaux, les habitants des forêts et les éleveurs nomades, entre autres. Les considérations d'efficacité visant à minimiser le coût de la capture du carbone ne doivent pas l'emporter sur celles d'équité ;

d) Aider les petits producteurs de denrées alimentaires et les agriculteurs familiaux à adopter des pratiques agricoles durables afin d'améliorer la productivité tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Il pourrait s'agir de permettre l'accès à des variétés de cultures adaptées à l'évolution des conditions environnementales, de soutenir la diversification de la production agricole, d'aider à la mise en œuvre de techniques agricoles résistantes aux changements climatiques, à la gestion intégrée des sols et de l'eau et à la lutte intégrée contre les ravageurs ;

e) Favoriser la diversification des moyens de subsistance et des activités économiques qui créent des possibilités de travail décent et d'emploi formel. Il s'agit notamment de promouvoir le développement de la chaîne de valeur à tous les stades, de la production à la distribution, en veillant à l'inclusion des diverses populations rurales, à l'amélioration des conditions de travail et à la durabilité ;

f) Adopter une démarche systémique qui met l'accent sur les synergies entre plusieurs secteurs, afin de remédier aux divers problèmes auxquels se heurtent les pauvres des zones rurales. Il faudra pour cela favoriser l'inclusion financière, l'éducation et la formation professionnelle, et promouvoir les moyens de subsistance et les emplois verts pour les communautés rurales, notamment les jeunes, les femmes et d'autres groupes en situation de vulnérabilité et de marginalisation. Il s'agit également d'étendre la couverture et l'adéquation de la protection sociale, car des systèmes de protection sociale solides renforcent la résilience et le capital humain. Ces mesures peuvent aider à gérer les risques climatiques, à assurer l'inclusion économique et à faciliter les transitions entre les moyens de subsistance et le travail ;

g) Rendre les systèmes de protection sociale « réactifs aux chocs », y compris aux chocs climatiques, en utilisant des évaluations de la vulnérabilité climatique, en augmentant les niveaux de transfert pour faire face aux effets des changements climatiques ou d'autres chocs, en personnalisant les prestations pour faciliter l'adaptation et l'atténuation, et en les intégrant aux stratégies de gestion des risques de catastrophe et aux programmes de mesures d'anticipation ;

h) Investir dans des infrastructures durables, notamment numériques, afin d'améliorer la résilience aux changements climatiques et l'accès aux services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation, l'eau potable et l'assainissement, l'irrigation, les informations climatiques, les services de vulgarisation et les marchés. L'amélioration des infrastructures peut réduire la pénibilité du travail, en particulier pour les femmes et les filles, augmenter la productivité du travail, améliorer l'accès aux marchés, créer des emplois décents et améliorer le niveau de vie général ;

i) Promouvoir des politiques visant à élargir l'accès à la terre et à garantir les droits fonciers des petits producteurs, en mettant l'accent sur l'égalité des genres dans les systèmes fonciers légaux et coutumiers. Cela revient

à intégrer activement les orientations internationales telles que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, ainsi que les instruments pertinents en matière de droits humains tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ces directives prescrivent des principes et des bonnes pratiques aux Gouvernements, à la société civile et au secteur privé afin de garantir un accès sûr et équitable à la terre pour tous, en mettant l'accent sur la promotion des droits fonciers des femmes et leur autonomisation en tant qu'actrices clés de la sécurité alimentaire ;

j) Reconnaître le rôle important que jouent les femmes rurales et celles qui vivent dans des zones reculées ou maritimes dans l'élimination de la pauvreté et le renforcement du développement agricole et rural durable ainsi que de la pêche durable, et les contributions qu'elles apportent à cet égard. Conformément aux recommandations de la Commission de la condition de la femme, des efforts continus et accrus sont nécessaires pour garantir l'accès des femmes aux débouchés économiques, aux ressources productives, à une éducation de qualité, aux soins de santé et aux services de soutien tout au long de la vie, tout en facilitant leur participation pleine, égale et véritable à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des politiques et des activités qui ont une incidence sur leurs moyens de subsistance, leur santé, leur bien-être et leur résilience ;

k) Reconnaître et renforcer les droits des peuples autochtones aux terres, territoires et ressources communautaires, ainsi qu'à un développement autonome par une approche intégrée dans le cadre des droits humains, tels que la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et le consentement libre, préalable et éclairé consacré par la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169) de l'Organisation internationale du Travail. Protéger et soutenir leurs systèmes alimentaires et systèmes de connaissances ainsi que leurs moyens de subsistance, qui sont essentiels à la restauration des écosystèmes et à la conservation de la biodiversité. Cela consiste à collaborer avec les peuples autochtones et leurs organisations en tant que partenaires égaux, à lancer conjointement des initiatives et à orienter les investissements sur la base de leurs propres préférences et aspirations ;

l) Renforcer les institutions rurales qui permettent aux membres des communautés locales de participer de véritablement aux processus de prise de décision et de gouvernance relatifs au développement local et à la mise en œuvre d'initiatives d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets. Il s'agit notamment d'allouer des ressources au renforcement des capacités, aux approches porteuses de changements en matière d'égalité des genres et aux processus participatifs.